

REGISTRE : ARRETE n° 0514
Pris par le Maire au nom de la Commune

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE | | référence dossier | |
|---|---|--|---------------------------------|
| Demande déposée le 04/11/2022 | | N° PC 93071 22 C0077 | |
| Affichée en mairie le 08/11/2022 | | | |
| Par : | SCCV VILLA DE LA CAMPAGNE Représenté par : M. Régis AMISADOR | Surface de plancher créée : 1635.00 m² | |
| Demeurant à : | 48, Boulevard de Strasbourg 93600 Aulnay-Sous-Bois | | Destination : Habitation |
| Pour : | Construction d'un collectif de 28 logements. | | |
| Sur un terrain sis à : | 3bis, rue de Campagne 93270 Sevran BA132, BA182, BA183 | | |

ARRETE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15/12/2015,

Vu l'avis Favorable sans prescription de L'inspection Générale des Carrières (IGC) en date du 17 novembre 2022,

Vu l'avis Favorable sans prescription de ENEDIS en date du 21 novembre 2022,

Vu l'avis favorable avec prescription de PARIS TERRE D'ENVOL en date du 08 novembre 2022,

Vu l'avis Favorable avec prescription de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris Bureau prévention en date du 23 novembre 2022

Vu l'avis Défavorable de la Société du Grand Paris en date du 01 février 2023,

DOSSIER N° PC 93071 22 C0077

Vu l'avis Favorable des services consultés

Article 1 - Le Permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2- Les prescriptions suivantes devront être respectées :

- Veiller au respect strict avant la mise en œuvre du permis de construire des prescriptions émises par la Société du Grand Paris en date du 01 février 2023.
- Les frais de réfection de la voirie, du bateau et du déplacement des candélabres sont à la charge du pétitionnaire, le cas échéant.
- Quinze jours avant le début des travaux, prendre attache auprès des services techniques municipaux.
- Les frais de réfection de la voirie bateau et déplacement candélabres sont à la charge du pétitionnaire, le cas échéant.
- Un mois avant le début des travaux, prendre attache auprès des services techniques de PARIS TERRE D'ENVOL.
- Veiller au respect des prescriptions émises par la Brigade de sapeur-pompier de Paris Bureau prévention en date du 09 novembre 2022 et de PARIS TERRE D'ENVOL en date du 08 novembre 2022.
- Le raccordement au réseau d'eaux usées donnera lieu au paiement d'une PFAC de 20720 euro net de taxe.
- La part communale de la taxe d'aménagement n'est pas dû, elle est substituée par une convention de projet urbain partenarial (PUP) voté et approuvé lors du conseil municipal de 13/10/22 et du conseil territorial du 12/12/2022.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

Le 30/01/2023
Le Maire de Sevran,

Stéphane BLANCHET

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

téléphone : 01 49 36 52 00
télécopie : 01 49 36 52 01
www.ville-sevran.fr

DOSSIER N° PC 93071 22 C0077

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée deux fois, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.